

## Augmenter la productivité... sans sacrifier les prix

L'accroissement de la productivité agricole en Afrique est incontournable. Mais les gains de productivité ne doivent pas être accaparés en dehors de l'agriculture.

« Le paysan muni de sa houe produit 1 000 fois moins qu'un agriculteur du Nord »

La productivité agricole est faible dans la plupart des pays africains : les paysans ne disposant que d'outils manuels peuvent difficilement cultiver plus d'un hectare par actif, avec un rendement de l'ordre de 1 000 kg/ha. Selon M. Mazoyer<sup>1</sup>, le rapport entre la productivité d'un paysan du Sud muni d'un équipement manuel et d'un agriculteur du Nord équipé d'un tracteur est de l'ordre de 1 à 1 000 (il n'était que de 1 à 50 au début du XX<sup>e</sup> siècle et devrait continuer à augmenter). Aussi, tant pour la sécurité alimentaire des pays que dans la perspective de leur insertion dans un marché mondial libéralisé, des progrès considérables de productivité devraient être faits compte tenu des évolutions démographiques et de l'urbanisation accélérée ainsi que des écarts de productivité avec les agricultures développées.

Plusieurs voies sont possibles : augmenter les surfaces cultivées par actif là où il y a de la place, intensifier la production là où le milieu le permet...

Ceci passera par la redynamisation d'un certain nombre de fonctions (et d'institutions) fortement mises à mal ces dernières décennies. Il s'agit principalement de la relance de vigoureux programmes de recherche et d'innovations techniques, accompagnés de dispositifs favorisant leur diffusion auprès des agriculteurs ; mais aussi de la formation, de l'accès au foncier sécurisé et au crédit pour l'équipement en matériels, l'approvisionnement en intrants...

Améliorer recherche, vulgarisation, formation, accès aux facteurs de production

Des prix agricoles rémunérateurs

Par ailleurs, l'augmentation de la productivité ne pourra pas se faire sans une attention particulière accordée aux prix des produits agricoles et à la répartition des bénéfices de l'amélioration des gains de productivité. Les nouvelles terres mises en culture seront un peu moins fertiles, un peu moins faciles à exploiter que les terres aujourd'hui cultivées. Les coûts seront donc plus élevés et les prix agricoles devront permettre de couvrir ces coûts. En outre, l'accroissement de la productivité doit se traduire par un accroissement du revenu des agriculteurs afin qu'ils puissent dégager une épargne, pour investir et améliorer la productivité.

Or depuis plusieurs décennies, les prix des produits agricoles baissent : les très forts niveaux de productivité et les volumes produits par les pays du Nord ont participé à cette baisse, ainsi que les subventions aux exportations et pratiques de dumping<sup>2</sup>.

Au final, les revenus des paysans africains sont aujourd'hui en moyenne très faibles (quelques centaines de dollars par an), et irréguliers en raison des aléas climatiques et de l'instabilité des prix : si l'agriculteur du Nord bénéficie d'aides, l'agriculteur du Sud lui n'est rémunéré que par le revenu qu'il tire de la vente de ses produits.

Les prix agricoles (niveau et sécurité) fixent la vitesse de l'exode rural ; le taux de chômage, l'incapacité d'accumuler du capital condamne nombre de petites exploitations à disparaître ; la décapitalisation, qui aboutit au statut peu enviable des paysans sans terre, contribue à grossir les populations « extrêmement pauvres ».

Sans l'existence de mécanismes de dispositifs de sécurisation des débouchés et du prix de leurs produits, sans mécanismes d'aide à l'investissement productif, sans innovations et conseils adaptés, il est illusoire de penser que les producteurs des PED pourront participer à l'augmentation de la productivité agricole, nécessaire pour répondre au déficit de l'accroissement de la population et assurer sa sécurité alimentaire... ■

Éléments rassemblés par Anne Lothoré, Inter-Réseaux



<sup>1</sup> Professeur émérite à l'Institut national agronomique Paris-Grignon.

<sup>2</sup> Vente à perte avec des prix internationaux inférieurs aux prix de revient.